

Le Pélerin, 20 novembre 2014

actualité France

Quel avenir pour les régions et les départements ?

Cette question est au cœur des discussions sur la réforme territoriale. Philippe Bas, président UMP de la commission des lois du Sénat et vice-président du conseil général de la Manche, et Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, en débattent.

RÉFORME TERRITORIALE Deux sénateurs jouent carte(s) sur table



REPORTAGE AGNÈS CHARETON
PHOTO BRUNO LEVY

Comment réagissez-vous à la dernière carte à 15 régions votée par le Sénat le 31 octobre ? Jean-Pierre Sueur : Notre pays a été trop longtemps centralisé. Quand j'étais jeune député, j'ai voté les lois de décentralisation de François Mitterrand, Pierre Mauroy et Gaston Defferre qui ont donné vie aux régions. Il y a eu une deuxième étape, en 1992, avec la création des communautés de communes. Aujourd'hui, nous sommes dans une troisième étape, que je vois favorablement. Au XIX^e, la France était organisée autour de départements et de communes, issus de la Révolution. Au XXI^e siècle, dans le contexte européen, nous avons besoin de régions fortes et de communautés (de communes, d'agglomérations ou urbaines) solides. Une telle évolution ne se fait pas en un jour. Il faut du temps. Philippe Bas : Notre pays est historiquement étatiste et centralisateur. Nous avons vu les limites de ce système.

Depuis les grandes lois Defferre de 1982, nous avons entrepris un effort sans précédent de décentralisation. Mais la tendance historique n'a pas disparu. Avec l'absence d'autonomie financière des collectivités locales et la propension de l'État à surajouter des normes aux normes, le centralisme est toujours bien vivant. Certes, la réforme redistribue les cartes entre les collectivités mais elle ne touche pas à la question du transfert de compétences de l'État à la région, par exemple dans le domaine de l'emploi.

Après l'examen de la carte des régions, le débat va s'ouvrir, fin décembre au Sénat, sur les compétences. Quel est l'enjeu ?

Philippe Bas : L'enjeu, c'est de faire une vraie réforme décentralisatrice et non pas d'inventer un nouveau centralisme, le centralisme régional, où l'on concentre, au niveau des régions, les responsabilités exercées par les départements. Nous, à l'UMP, souhaitons des régions économiquement fortes et, en même temps, des départements assurant déjà la mutualisation des services

publics locaux aux citoyens. La réponse au millefeuille territorial, ça n'est pas de faire un trou dans l'organisation du territoire en supprimant les départements. Il faut, en revanche, spécialiser tous les échelons. Chaque responsabilité, chaque compétence, chaque service doit être attribué au bon échelon, en privilégiant la proximité sur l'éloignement.

Jean-Pierre Sueur : En Allemagne, les régions ont dix fois plus de moyens par habitant qu'en France. Prenez une entreprise comme Volkswagen : au conseil d'administration, il y a un représentant du Land, la région où est situé le siège de la société. En Allemagne, les régions ont la possibilité d'agir vite dans le domaine économique, de prendre des participations dans les entreprises. De la même façon, je souhaite que nous ayons en France des régions fortes en matière d'économie et d'emploi. En revanche, je ne suis pas sûr qu'il faille des régions immenses.

Cette réforme va-t-elle générer de réelles économies, alors que les dépenses de fonctionnement